



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE du

24 AVR. 2025

relatif à l'encadrement des travaux d'aménagement de la berge sud ouest du plan d'eau Kaelbergrün sur le site la carrière exploitée par la société VELTZ-VIX à Gambsheim et Offendorf

AIOT N° 0006700124
SIRET N° 69850323200028

**LE PRÉFET DE LA RÉGION GRAND EST
PRÉFET DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFET DU BAS-RHIN**

- VU** le code de l'environnement et notamment les articles L. 181-14 et R. 181-45 ;
- VU** l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières ;
- VU** l'arrêté ministériel modifié du 12 décembre 2014 relatif aux conditions d'admission des déchets inertes dans les installations relevant des rubriques 2515, 2516, 2517 et dans les installations de stockage de déchets inertes relevant de la rubrique 2760 de la nomenclature des installations classées ;
- VU** l'arrêté ministériel du 31 mai 2021 fixant le contenu des registres déchets, terres excavées et sédiments mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-43-1 du code de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 01 juin 2015 portant approbation du Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux du secteur de l'III, de la nappe phréatique et du Rhin ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 30 novembre 2015 portant approbation des schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux des parties françaises des districts hydrographiques du Rhin et de la Meuse et arrêtant les programmes pluriannuels de mesures correspondant ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2017 autorisant la société VELTZ-VIX S.A.S exploiter une carrière, des installations de traitement des matériaux de carrières et une station de transit de produits minéraux située à Gambsheim ;
- VU** l'arrêté préfectoral du 03 juillet 2023 mettant en demeure la société VELTZ-VIX, pour sa carrière située sur la commune de Gambsheim de respecter des prescriptions relatives à la protection de l'environnement ;
- VU** l'arrêté préfectoral n°2024/665 du 27 novembre 2024 portant approbation du schéma régional des carrières de la région Grand Est ;
- VU** le courrier de l'exploitant du 05 septembre 2023 portant à connaissance le projet de modification des installations, notamment la modification des bassins de décantation ;
- VU** le courrier de la DREAL du 20 septembre 2023 en réponse au courrier de l'exploitant du 05 septembre 2023 sus-visé ;
- VU** les courriers de l'exploitant à la DREAL, du 02 octobre 2023 et du 22 décembre 2023 ;
- VU** le rapport du 11 mars 2025 de la visite de l'inspection du 11 février 2025 de la direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées ;

- VU** le projet d'arrêté préfectoral complémentaire porté le 11 mars 2025 à la connaissance du demandeur ;
- VU** les observations de l'exploitant formulées par courriel le 26 mars 2025 ;

CONSIDÉRANT que le courrier de l'exploitant du 05 septembre 2023 sus-visé présente le projet d'aménagement des berges sud ouest du plan d'eau Kaelbergrün pour :

- l'agrandissement de l'emprise de l'installation des bassins de décantation, permettant l'augmentation des dimensions des bassins, pour la mise en conformité des conditions d'exploitation avec les dispositions de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 sus-visé, notamment les dispositions de l'article 6.4 pour le respect desquelles l'exploitant est mis en demeure par l'arrêté préfectoral du 03 juillet 2023 sus-visé, sous un délai de six mois ;
- la mise en sécurité de la berge sud-est, dont l'érosion est constatée, notamment à proximité du bâtiment administratif de l'exploitation ;

CONSIDÉRANT que les installations et activités de l'établissement faisant l'objet d'une modification sont régulièrement autorisées par l'arrêté préfectoral modifié du 12 mai 2000 susvisé et bénéficient des règles de procédures de l'autorisation environnementale ;

CONSIDÉRANT que le courrier de l'exploitant du 05 septembre 2023 sus-visé ne précise pas l'emploi de matériaux extérieurs au site pour la réalisation des aménagements portés à connaissance ;

CONSIDÉRANT que dans le courrier de la DREAL du 20 septembre 2023 sus-visé, l'inspection des installations classées demande à l'exploitant de préciser la nature des matériaux prévus pour les remblaiements projetés par l'exploitant dans son projet de modification des aménagements du site ;

CONSIDÉRANT que dans les courriers de l'exploitant à la DREAL, du 02 octobre 2023 et du 22 décembre 2023, sus visés, l'exploitant ne fait pas état de l'utilisation de matériaux extérieurs pour les projets d'aménagements par remblaiement ;

CONSIDÉRANT que l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 sus-visé dispose à son article 9.1 : « *Toute opération de remblaiement de la carrière avec des terres, des déchets ou des déchets d'extraction de carrières extérieurs au site est interdite.* » ;

CONSIDÉRANT que lors de la visite d'inspection du 11 février 2025, l'inspection constate que :

- l'exploitant met en œuvre son projet d'aménagement de la berge sud ouest de l'étang Kaelbergrün ; que le remblaiement nécessaire est en cours ;
- l'exploitant met en œuvre des matériaux extérieurs à la carrière pour effectuer le remblaiement ;
- les matériaux visibles dans le remblaiement effectué sont des matériaux terreux, sont exempts de matériaux de démolition, exempts de tous matériaux visuellement ou olfactivement différents des matériaux déclarés admis par l'exploitant lors des échanges de la visite du 11 février 2025 : terres et pierres et terres et cailloux non contaminés (déchets 17 05 04 et 20 02 02) ;
- l'exploitant met en œuvre une procédure d'admission et de surveillance au déchargement des déblais terreux à leur arrivée sur le site ;
- l'exploitant tient un registre des déblais terreux admis, comportant la provenance, le producteur, le transporteur, le volume ou le poids, la caractérisation visuelle ;

CONSIDÉRANT que l'exploitant déclare lors de la visite accueillir les déblais terreux sans contrepartie financière ;

CONSIDÉRANT que les constats établis lors de la visite permettent de mettre en lumière que :

- les travaux et aménagement mis en œuvre par l'exploitant répondent à deux nécessités : l'existence de bassins de décantation pour la réduction des matières en suspension dans les eaux de traitement avant leur rejet dans le plan d'eau et la mise en sécurité des installations du site, notamment le bâtiment administratif ;
- l'exploitant ne dispose pas, à proximité des installations de traitement d'emprise disponible pour la réalisation des bassins de décantation ; l'exploitant ne dispose pas d'alternative au remblayage pour la création de ses bassins ;
- l'exploitant ne dispose pas de matériaux terreux pour la réalisation des travaux ; les déblais terreux du site sont utilisés dans des aménagements déjà constitués et répondant à des obligations réglementaires (merlons de protection, aménagements écologiques, etc.) ;
- l'emploi de matériaux extérieurs au site, notamment les déblais terreux, constitue une valorisation de déchets, par leur emploi en lieu et place de matériaux nobles (graves produits par la carrière), dans le cadre d'un aménagement indispensable à la conduite de l'exploitation et nécessaire à la stabilisation de la berge sud est de l'étang Kaelbergrün ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de constatation de non conformité sur les déblais terreux accueillis sur le site, il n'y a pas lieu, à ce stade, de prendre des mesures d'étude en application de l'article L. 512-20 du code de l'environnement ;

CONSIDÉRANT que l'accueil de matériaux extérieurs pour la réalisation d'aménagements sur l'emprise autorisée du site constitue une modification des conditions d'exploitation, au sens des dispositions de l'article L. 181-14 du code de l'environnement et nécessite la modification des prescriptions définies par l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 sus-visé ;

CONSIDÉRANT que l'article L. 181-14 du code de l'environnement dispose que : « *L'autorité administrative compétente peut imposer toute prescription complémentaire nécessaire au respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 à l'occasion de ces modifications* » ;

CONSIDÉRANT que l'article R. 181-45 du code de l'environnement dispose que : « *Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées par des arrêtés complémentaires du préfet, après avoir procédé, lorsqu'elles sont nécessaires, à celles des consultations prévues par les articles R. 181-18 et R. 181-22 à R. 181-32-1. [...] Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire ou atténuer les prescriptions initiales dont le maintien en l'état n'est plus justifié.* » ;

CONSIDÉRANT que la modification ne remet pas en cause la protection des intérêts mentionnés aux articles L. 511-1 et L. 211-1 du code de l'environnement, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté ;

CONSIDÉRANT que les dispositions du présent arrêté encadrent la modification de l'exploitation en conformément aux orientations et dispositions du SDAGE Grand Est, du SAGE Ill-Nappe-Rhin, du schéma régional des carrières, notamment en ce que l'aménagement est limité à l'emprise indispensable aux installations nécessaires à l'exploitation et à la mise en sécurité de la berge, en ce que l'encadrement de la modification vise à la protection de la ressource en eau ;

CONSIDÉRANT qu'en l'absence de dérangements nouveaux aux intérêts visés au L. 181-3 du code de l'environnement, s'agissant d'une installation classée pour la protection de l'environnement autorisée, il n'y a pas lieu de procéder aux consultations prévues aux articles R. 181-18, R. 181-19, R. 181-21 à R. 181-32-1 et R. 181-33-1, il n'y a pas lieu de procéder à la consultation du public dans les conditions de l'article L. 123-19-2 ;

APRÈS communication au demandeur du projet d'arrêté ;

SUR PROPOSITION du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement
Grand Est,

ARRÊTE

SOMMAIRE

Article 1 : Exploitant.....	4
Article 2 : Aménagement de la berge sud-est de l'étang Kaelbergrün.....	4
2.1 Localisation de l'aménagement.....	4
2.2 Prescription atténuée.....	4
2.3 Suivi des eaux de l'étang Kaelbergrün.....	4
Article 3 : Plan de l'aménagement et carroyage.....	5
3.1 Réalisation d'un levé topographique et bathymétrique.....	5
3.2 Plan de carroyage.....	5
Article 4 : Modalités de remblaiement.....	5
4.1 Principes généraux.....	5
4.2 Remblaiement.....	6
Article 5 : Gestion des déchets reçus pour le remblaiement.....	6
5.1 Déchets admis à la réception par l'installation.....	6
5.2 Analyses sur déchets reçus.....	7
Article 6 : Modalités d'exécution, voies de recours.....	7
6.1 Frais.....	7
6.2 Mesures de publicité.....	7
6.3 Droits des tiers.....	7
6.4 Sanctions.....	7
6.5 Voies et délais de recours.....	7
6.6 Exécution.....	8

Article 1 : Exploitant

La société VELTZ-VIX, SIRET N° 69850323200028, ci-après dénommée « l'exploitant », dont le siège social est situé 3, route de l'Ill, B. P. 34 – 67760 Gambsheim se conforme aux dispositions du présent arrêté pour l'exploitation de ses installations situées à Gambsheim et Offendorf.

Article 2 : Aménagement de la berge sud-est de l'étang Kaelbergrün

2.1 Localisation de l'aménagement

L'aménagement de la berge sud-est est conduit dans les limites de l'emprise présentée sur le plan de la page 5 du dossier adressé par l'exploitant par le courrier du 05 septembre 2023 sus-visé et repris en annexe I du présent arrêté.

2.2 Prescription atténuée

Sous réserve du respect des dispositions du présent arrêté, et exclusivement pour la réalisation des travaux de l'aménagement de la berge sud-est de l'étang Kaelbergrün, les dispositions de l'article 9.1 de l'arrêté préfectoral du 27 décembre 2017 ne s'appliquent pas.

2.3 Suivi des eaux de l'étang Kaelbergrün

Durant la période des travaux de l'aménagement de la berge sud de l'étang Kaelbergrün, l'exploitant effectue les prélèvements et analyses des eaux disposés à la troisième ligne du tableau de l'alinéa 6 de l'article 6.8 de l'arrêté préfectoral du 29 décembre 2017 avec une fréquence semestrielle et les analyses sont complétées par la recherche des substances suivantes :

Substances	Code SANDRE
Nitrates	1340
Nitrites	1339
Atrazine et ses métabolites	6282
Chloridazone	1133
Chloridazone méthyl desphényl (métabolite)	6379
Chloridazone desphényl (métabolite)	6378
S-Métolachlore	2974
Métolachlore CGA 357704	7731
Métolachlore NOA 413173	7729
Métolachlore OXA	6853
Métolachlore ESA	6854

L'exploitant adresse les résultats des analyses et ses conclusions à l'inspection des installations classées dès réception des rapports d'analyse.

Article 3 : Plan de l'aménagement et carroyage

3.1 Réalisation d'un levé topographique et bathymétrique

Dans un délai d'un mois après la notification du présent arrêté, l'exploitant réalise un levé topographique et bathymétrique de l'emprise du projet d'aménagement de la berge sud-est de l'étang Kaelbergrün et établit un plan de carroyage.

3.2 Plan de carroyage

L'exploitant met en place un carroyage de 50 mètres par 50 mètres.

Le plan de carroyage permet de localiser, dans chaque casier, les lots de matériaux inertes déposés. La référence du casier est mentionnée sur le registre prévu à l'article 9 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Des bornes fixes matérialisent les limites des casiers. Au cours du chantier, le maillage est délimité par un dispositif adapté permettant de visualiser chaque secteur de remblaiement.

Pour chaque casier, l'exploitant indique le volume total de remblais à mettre en œuvre, le volume remblayé et le volume restant à remblayer. Le plan de carroyage est actualisé par l'exploitant une fois par mois et reporte les volumes sus-mentionnés.

Article 4 : Modalités de remblaiement

4.1 Principes généraux

Le remblayage partiel du plan d'eau Kaelbergrün avec des stériles d'exploitation et des matériaux

inertes extérieurs permettra la création d'une plateforme dédiée à l'aménagement des bassins de décantation et à la sécurisation de la berge sud-est de l'étang Kaelbergrün.

Le déversement direct dans le plan d'eau est interdit.

Les matériaux extérieurs reçus pour l'opération de remblaiement sont déposés sur une plateforme située à proximité de la zone de remblaiement, sous la surveillance de l'exploitant. Les matériaux non conformes sont rechargés et repris par le transporteur, et l'exploitant consigne les dates, volumes, provenances, producteurs, transporteurs et motifs des refus au registre prévu à l'article 9 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Hors de l'emprise du projet d'aménagement, dont le plan est repris en annexe I du présent arrêté, tout remblaiement avec des matériaux extérieurs au site est interdit.

4.2 Remblaiement

Une fois déchargés et acceptés, les matériaux inertes sont poussés dans le plan d'eau à l'aide d'un chargeur ou d'un bull depuis la plateforme.

Article 5 : Gestion des déchets reçus pour le remblaiement

5.1 Déchets admis à la réception par l'installation

Les déchets reçus sur le site respectent les conditions ci-dessous établies :

- les déchets provenant de pays étrangers sont interdits ;
- un contrôle visuel des déchets est réalisé par l'exploitant à chaque chargement reçu. Le résultat du contrôle visuel est consigné registre prévu à l'article 9 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé ;
- l'exploitant justifie à tout moment des procédures, des registres, des contrôles et de l'application des dispositions prévus par l'arrêté ministériel du 12 décembre 2014 susvisé ;
- les déchets admis sont exclusivement les déchets repris au tableau ci-après :

	Type de déchets (code déchet à 6 chiffres)	Description	Provenance autorisée dans le respect du principe de proximité	Restrictions
Déchets dangereux	INTERDITS SUR LE SITE			
Déchets non dangereux non inertes	INTERDITS SUR LE SITE			
Déchets inertes	17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substance dangereuse (à l'exclusion de la terre végétale, de la tourbe et des terres et cailloux provenant de sites contaminés)	Maximum 50 km	Déchets provenant de pays étrangers interdits
	20 02 02	Terres et pierres (provenant uniquement de jardins et de parc à l'exclusion de la terre végétale et de la tourbe)	Maximum 50 km	Déchets provenant de pays étrangers interdits

5.2 Analyses sur déchets reçus

Chaque lot de déchets admis fait l'objet d'analyses visant à vérifier la conformité des déchets aux dispositions de l'annexe II de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé (test de lixiviation préalable). La liste des paramètres à analyser est complétée par les nitrates et les paramètres phytosanitaires suivants : nicosulfuron, S-métolachlore, benzatone, diméthénamide (-p), glyphosate, chloridazone (pyrazon), terbutylazine, lénacile, mécoprop (et -p) et dimétachlore. À défaut de conformité les matériaux sont refusés par l'exploitant.

Si la concentration sur eaux brutes des produits phytosanitaires et leurs métabolites est supérieure à 0,1 µg/l par substance ou à 0,5 µg/l pour la somme des substances, les matériaux sont refusés par l'exploitant.

Pour chaque lot dont les résultats des analyses montrent la non conformité aux dispositions des alinéas 1 ou 2 du présent article, l'exploitant consigne les dates, volumes, provenances, producteurs, transporteurs et motifs des refus au registre prévu à l'article 9 de l'arrêté du 12 décembre 2014 susvisé.

Les résultats des analyses sont annexés par le producteur des déchets au document préalable établi en vue de l'acceptation des déchets.

L'exploitant fait réaliser à ses frais des analyses supplémentaires toutes les 2 500 tonnes de matériaux accueillis.

Article 6 : Modalités d'exécution, voies de recours

6.1 Frais

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société VELTZ-VIX.

6.2 Mesures de publicité

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

6.3 Droits des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

6.4 Sanctions

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er} du code de l'environnement.

6.5 Voies et délais de recours

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, sans préjudice de l'article L. 411-2 du code des relations entre le public et l'administration, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix – BP 51038 – 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

1° Par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

- a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 ;
- b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Tout recours administratif ou contentieux doit être notifié à l'auteur et au bénéficiaire de la décision, à peine, selon le cas, de non prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité. Cette notification doit être adressée par lettre recommandée avec accusé de réception dans un délai de quinze jours francs à compter de la date d'envoi du recours administratif ou du dépôt du recours contentieux (article R. 181-51 du code de l'environnement).

6.6 Exécution

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin,
- Le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement,
- la société VELTZ-VIX,

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à l'exploitant et dont une copie sera adressée :

- au sous-préfet de l'arrondissement de Haguenau-Wissembourg,
- aux maires de Gambsheim et d'Offendorf.




Le préfet,

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,


Mathieu DUHAMEL

ANNEXE I **PLAN D'AMÉNAGEMENT BERGE SUD EST KaelBERGRÜN**



			
NOUVEL ESPACE PARTICULIERS ET BETON	ESPACE POUR LE FUTUR BASSIN DE DECANANTATION	PARTIE A REMBLAYER	BASSIN DE DECANANTATION ACTUEL